

was calling for an honourable and immediate peace. The war did more than wear down the workers, it politicized the Christian unions as never before, a critical point that Schneider again fails to bring out adequately. The Christian trade unions after 1918 became active supporters of the Centre Party. Indeed during the post-war period both Stegerwald and Giesberts served as government ministers. What they advocated in their positions was social reform achieved through parliamentary legislation and what they condemned was not the Socialists anymore, but rather the radicalism of the extreme right.

Now, more nationally prominent than ever before and working formally with the Centre Party and informally with the Socialists, the Christian trade unions were better able to push for some of their key recommendations. As befits a socially oriented political movement, they naturally advocated shorter working hours and higher wages. And they talked constantly about a rising standard of living for the workers as the only real avenue in Germany to social peace. Beyond these considerations, they were also advocates of some very vital modern concepts that have come down to our age such as the notion that advantageous wage settlements are best achieved by means of co-operation and the belief that poverty could best be overcome by means of a family economy.

The Christian trade-union movement was crushed in 1933 by the Nazis primarily because of its opposition to Hitler and his extremism. In this sense, the movement had not changed at all, it had always disliked radicalism of either the left or right. Professor Schneider tells this story brilliantly. To do it, he has joined together a series of facts in such an outstanding way that his effort can only be called scientific. But even science eventually depends on explanation and this is exactly what this study needed—judicious conclusions based upon the assembled facts.

Vincent J. KNAPP

State University of New York, Potsdam

* * *

JEAN CHIAMA et JEAN-FRANÇOIS SOULET — *Histoire de la dissidence. Oppositions et révoltes en URSS et dans les démocraties populaires de la mort de Staline à nos jours*. Paris, Éditions du Seuil, 1982. 501 p.

Que deux historiens osent s'aventurer dans le champ de l'«histoire immédiate», largement investi, pour ce qui est des études soviétiques, par les politologues et les journalistes, voilà qui présente déjà un intérêt. Les auteurs se disent «persuadés [...] que le recours aux méthodes de leur discipline doit contribuer à éclairer d'un jour neuf un phénomène abordé jusqu'ici par d'autres spécialistes et par d'autres biais». Ce phénomène, celui de la dissidence dans l'ensemble du bloc soviétique, Jean Chiamia et Jean-François Soulet veulent l'envisager le plus globalement possible. Une étude de la presse française depuis 1953 leur a montré que les Français sont mal renseignés sur le sujet, ne recevant d'informations que sur les aspects les plus spectaculaires ou encore lors de certaines périodes «de pointe». Ils visent donc à briser l'image de mouvements de contestation sporadiques, à démontrer que la dissidence à l'Est s'exprime de mille et une manières et qu'elle se manifeste de façon continue dans l'ensemble du bloc soviétique depuis la mort de Staline.

Après un inventaire élaboré de toutes les formes de contestation retenues et une réflexion utile sur les matériaux et méthodes pour une histoire de la dissi-

dence qui révèle l'insuffisance des méthodes d'investigation traditionnelle, les auteurs divisent la période de 1953 à nos jours en sept tranches chronologiques correspondant à des points tournants. Ils intercalent de plus un chapitre sur le réveil des nationalismes chevauchant les deux dernières phases.

Le volume a des mérites certains. On peut souligner le souci constant de ne pas isoler les phénomènes de dissidence des motifs qui les provoquent. Ils sont présentés comme une réponse à des politiques répressives, coercitives ou simplement malhabiles, politiques par ailleurs bien identifiées et décrites. De plus, malgré leur sympathie évidente pour les dissidents, les auteurs évitent soigneusement les partis pris idéologiques et présentent une vision nuancée faisant à l'occasion état des controverses ou des incertitudes des historiens.

L'ouvrage a par ailleurs les défauts de certaines de ses qualités. En premier lieu, parce que l'étude nourrit des visées larges dans le temps et l'espace, on peut s'attendre à ce que l'information soit inégale selon les parties et que certaines généralisations soient abusives. Englober dans un tout l'URSS et les démocraties populaires depuis 1953 se justifie fort bien à cause de l'homogénéité politique de l'ensemble du bloc soviétique et du même type de relation de cause à effet qu'on peut y observer quant au thème d'analyse. C'est même là un des intérêts majeurs de ce livre qui comble une lacune importante de l'historiographie française. Cependant cette démarche intégrée impose une périodisation unique qui, si elle est satisfaisante dans l'ensemble, n'est pas toujours adaptée à toutes les unités nationales concernées. De plus, à cause de l'arrivée aléatoire des informations qui parviennent à l'Ouest sur la dissidence, les données sur l'Europe de l'Est, en dehors des périodes mieux connues de 1953, 1956 et 1968, sont souvent fragmentaires et éparses. Certaines parties s'en ressentent et traitent presque uniquement de l'Union soviétique. Considérer comme un même phénomène la dissidence à l'intérieur de l'URSS et celle qui se manifeste dans les démocraties populaires amène également les auteurs à placer dans un seul chapitre sur le renouveau des nationalismes la résistance des peuples de l'URSS face aux Russes et celle des pays satellites face à l'URSS. Si certaines analogies sont valables, les deux types de contestation n'en méritent pas moins une chronologie, une approche et une analyse bien différentes.

En second lieu, parce que l'ouvrage adopte une approche non classique de la dissidence en y incluant une série de comportements sociaux habituellement laissés de côté — ce qui constitue une ambition légitime et originale — il laisse l'impression d'une population tout entière dissidente. Le qualificatif de dissident perd alors tout sens et l'impression laissée ne correspond pas, selon nous, à la réalité. Comme les sociétés de l'Est sont principalement connues à l'Ouest par leurs dirigeants et leur discours officiel, d'une part, et par les opposants qui nient ce discours, d'autre part, la crédibilité des derniers dépassant largement celle des premiers, il est facile de laisser entendre que l'ensemble des populations concernées seraient au bord du soulèvement advenant le moindre relâchement de la répression. Si cette proposition peut s'avérer exacte en Pologne, par exemple, nous ne croyons pas qu'elle soit généralisable à l'ensemble du bloc malgré des insatisfactions importantes surtout quant aux difficultés matérielles de la vie quotidienne. La confusion vient d'une définition trop large du phénomène de dissidence qui ne fait pas la distinction entre une opposition qui conteste certaines modalités du régime et une autre qui remet en question ce même régime. Qualifier d'attitude dissidente au même titre l'instabilité de la main-d'œuvre, l'absentéisme au travail, l'écoute de radios étrangères, la remise en cause de l'idéologie marxiste par des publications et l'insurrection armée incite à ne voir entre les premiers et les derniers éléments qu'une différence d'intensité dans les modes d'expression et non une profonde distinction de nature. Les premiers gestes peuvent, en l'absence

de correctifs, mener aux derniers mais aucune logique intrinsèque n'y conduit. Une réflexion théorique plus poussée sur les types de dissidence, la nature de chacun et les liens qu'ils entretiennent entre eux permettrait de faire les distinctions qui s'imposent et sortirait le volume de sa dimension trop descriptive.

Les auteurs ne prétendent pas à un travail de recherche neuf mais à une synthèse large, en langue française. Ils atteignent bien l'objectif en fournissant une œuvre soignée bien documentée et utile. On aurait cependant pu s'attendre à voir dans l'une des 781 notes quelque référence aux volumes de Rudolf L. TÖKÉS, *Dissent in the USSR: Politics, Ideology and People*, (Baltimore, John Hopkins University Press, 1975), Joshua RUBENSTEIN, *Soviet Dissidents: Their Struggle for Human Rights*, (Boston, Beacon Press, 1980) ou Marshall S. SHATZ, *Soviet Dissent in Historical Perspective* (Cambridge, Cambridge University Press, 1980). On constate encore une fois que la distance linguistique et psychologique entre la France et le monde anglo-saxon n'est pas facile à franchir.

Christine PIETTE
Université Laval

* * *

DOLORES HAYDEN—*The Grand Domestic Revolution: A History of Feminist Designs for American Houses, Neighborhoods, and Cities*. Cambridge, Mass.: The MIT Press, 1981. Pp. xi, 367.

On the strength of its diagnosis of "The Problem That Has No Name", Betty Friedan's *The Feminine Mystique* became a best seller in North America in 1963, particularly among suburban housewives. The women's liberation movement of the late sixties and seventies now recognized as the second great wave of feminism, emerged in part out of the discontents that Friedan had given voice to. Certainly one of the major grievances that the new feminists brought against the existing social order concerned the apparent inevitability of women's relegation to housework and housewifely roles. Another concerned the short shrift which academic history, and with it history as taught in the schools, had given women's past. To know ourselves, the women's liberationists argued, we have to know who our foremothers were, and furthermore, in order to effect social change, we have to understand the oppressive structures which society imposed on women in the past and the strategies, if any, which women developed to try to circumvent or surmount those constraints. Rarely have I read a work in the new women's history as clearly dedicated to those two objectives as Dolores Hayden's *The Grand Domestic Revolution*. Not only does she reclaim a nineteenth- and early twentieth-century American feminist tradition from the deep obscurity to which it had been consigned, the tradition she has uncovered was devoted to revolutionizing housework.

Hayden has named the contributors to this tradition "material feminists because they dared to define a 'grand domestic revolution' in women's material conditions" (p. 3). She does not intend this term to be dichotomous in the way that the typologies of other historians have set equal rights feminism, for instance, in opposition to social feminism or public feminism to domestic feminism. Those dichotomies have worked to obscure not only the coexistence in many individual feminists of more than one tendency, but also the extent to which late nineteenth- and early twentieth-century American feminism was concerned with the effect on women of the separation of domestic work, spatially and economically, from